

Les conditions d'une émergence « soutenable » de l'Afrique.

Pierre-Noël Giraud (1967)

Professeur d'économie à Mines ParisTech et Dauphine PSL Research University

Article publié dans

La Jaune et la Rouge N° 716 Juin 2016

Le grand défi du XXI^e siècle, l'enjeu majeur d'une croissance soutenable aux deux sens du terme, social et environnemental, c'est la réussite de l'émergence de l'Afrique. En tant que plus proche voisin, l'Europe est tout particulièrement concernée. La seule question pertinente, en dehors de celle du secret de la vie personnelle, sur la révolution numérique en cours est : comment peut-elle y contribuer?

La démographie

L'Afrique comptera près de 4,4 milliards d'habitants à la fin du siècle. Telle est la projection centrale de la division population de l'ONU, issue d'une étude sur la population mondiale et son évolution, constamment mise à jour et fondée sur le modèle de la « transition démographique », un des modèles les plus robustes des sciences humaines et sociales. Dès 2050, l'Afrique comptera 2,5 milliards d'habitants, dont 2,1 en Afrique sub-saharienne, soit deux fois plus que la Chine et plus que l'ensemble du sous-continent indien, comme l'indique le tableau suivant :

Population en milliards	2015	2050	2100
Afrique	1,19	2,48	4,39
Afrique sub-saharienne	0,96	2,12	3,93
Chine	1,38	1,35	1,00
Sous continent indien	1,71	2,28	2,24
Amérique latine et caraïbe	0,63	0,78	0,72
Europe et Amérique du nord	1,10	1,14	1,15
Monde	7,35	9,73	11,21

Source : ONU, *prévision médiane, révision 2015* : <http://esa.un.org/unpd/wpp/>

En 2100, l'Afrique sera de loin le continent le plus peuplé, deux fois plus que le sous-continent indien, quatre fois plus que la Chine ou l'ensemble Europe + Amérique du nord. Ensuite, la population mondiale, puis africaine, se stabilisera. Elle diminuera si, en Afrique comme partout ailleurs jusqu'ici, le taux de fertilité des femmes (nombre moyen d'enfants par femme) se stabilise après la transition démographique en dessous de 2. Rappelons qu'il est aujourd'hui de 1,3 au Japon, 1,35 en Allemagne, 1,5 en Chine, 1,88 en France, 2 aux Etats Unis. Un taux de 1,3, comme au Japon et en Allemagne, signifie une diminution de 35% de la population à chaque génération.

C'est dans ce contexte démographique exceptionnel que se posent les trois grands défis économiques de l'Afrique : la révolution « verte », l'industrialisation, l'urbanisation. De la manière dont ces trois processus imbriqués se dérouleront d'ici la fin du siècle dépend très largement l'avenir de la planète.

La révolution verte

Avec une telle population, l'Afrique ne peut viser que l'autosuffisance alimentaire continentale, même si l'agriculture pourra encore, comme aujourd'hui, contribuer aux

exportations. Fort heureusement, ce ne sont pas les terres qui manquent. Selon la FAO les surfaces de terres disponibles pour l'agriculture en Afrique, sans naturellement dégrader les forêts existantes, sont de l'ordre du double de celles actuellement cultivées. C'est de nouveau la démographie qui dicte le type d'exploitation agricole qu'il faudrait promouvoir. Selon les experts, seules de petites exploitations familiales, d'une surface moyenne de 5 ha, sont compatibles à la fois avec l'augmentation nécessaire des rendements à l'hectare et avec un rythme d'exode rural maîtrisé (la population est encore à 62% rurale en Afrique sub-saharienne en 2015). L'extension des terres cultivées, l'irrigation de celles qui peuvent l'être, l'augmentation des rendements passe par un ensemble de politiques dont les grands axes sont bien connus. Puisque l'on vise de petites exploitations familiales, il convient d'abord de préciser et de sécuriser les droits fonciers. Il faut ensuite investir dans les « quatre capitaux ¹ » dont dépendent les revenus des paysans. Dans le capital technique : routes pour apporter les intrants et évacuer les produits, infrastructures de stockages, usines de transformation. Aujourd'hui près de 40 % de la récolte est perdue faute de telles infrastructures. Dans le capital naturel lui-même : irrigation, amendement, structuration physique du sol et construction de systèmes d'écoulement des eaux pour recharger les nappes et réduire l'érosion. Dans le capital humain : formation des paysans. Dans le capital social : organisation de coopératives, systèmes de crédit et d'assurance adaptés aux petits paysans, protection du marché intérieur et stabilisation des prix.

Les spécificités africaines ne sont pas telles que les leçons tirées des révolutions agricoles asiatiques et latino américaines ne puissent être transposées, avec une attention particulière au capital naturel qui explique le qualificatif de révolution « doublement verte » promu par nombre d'agronomes². Il faut ainsi, compte tenu en particulier de la fragilité de certains sols et écosystèmes africains, promouvoir les associations agriculture-élevage et agriculture-sylviculture, les méthodes de culture respectant les sols et amplifiant la régénération naturelle de leur fertilité, une gestion économe de l'eau, une limitation du volume des intrants par recyclage des déchets agricoles et par lutte biologique contre les pestes.

L'industrialisation

Elle est indispensable, l'Afrique ne pouvant sauter directement de l'exportation de matières premières à une société de services, malgré ses brillants succès en ce domaine, comme l'extension très rapide du téléphone mobile. L'industrialisation suivra le même type de processus qu'en Asie : entrée par le « bas de gamme », textile, habillement, jouets, montage électronique, puis montée progressive en gamme, incluant l'industrie lourde. Comme partout ailleurs, l'industrialisation procédera par « clusters », des *Shenzhen* africains pour l'essentiel autour des grands ports, puis elle se diffusera vers l'intérieur du continent. Le rôle des investissements directs étrangers dans la transmission des savoirs et savoir-faire sera crucial. La différence avec l'Asie est que ces investissements seront pour l'essentiel le fait de firmes issues des premiers pays émergents : Chine, Inde, Brésil. C'est déjà le cas, non seulement dans l'extraction de matières premières, mais aussi dans l'industrie manufacturière.

¹ Voir le « modèle aux élastiques » de Giraud-Boyer dans « L'homme inutile », chapitre 2 : « Adieu à Malthus », Odile Jacob, 2015.

² Voir par exemple Michel Griffon : « Nourrir la planète : pour une révolution doublement verte », Odile Jacob, 2006.

Les africains et les africaines échapperont difficilement, s'ils veulent éradiquer la grande pauvreté rurale et surtout urbaine, aux « *sweet shops* », aux semaines de 7 jours, aux dortoirs d'usine surpeuplés, aux salaires proches de la subsistance et au poids, sur leurs capacités d'organisation et de lutte, des millions d'hommes inoccupés. La culture de grande solidarité africaine leur permettra peut être de mieux supporter que d'autres continents leur accumulation primitive à l'ère du numérique.

L'urbanisation

D'ici 2050, près de 900 millions d'africains naitront ou s'installeront en ville. Chaque année, il faudra donc construire et équiper l'équivalent de deux fois l'agglomération londonienne (12 millions d'habitants). C'est assez dire l'ampleur de ce défi. Une politique urbaine soutenable doit faire en sorte que la ville fonctionne comme ville pour tous ses habitants, à savoir comme source d'opportunités, de « libertés élémentaires » au sens d'Amartya Sen. Ici encore, les grandes orientations des politiques sont connues. Il faut d'abord créer, en tranchant dans le maquis des droits coutumiers complexes et sur la base d'un cadastre simplifié, des droits de propriété clairs sur le foncier urbain et le bâti. Les gens doivent pouvoir investir dans leur baraque de bidonville pour l'améliorer sans risquer de tout perdre.

Les municipalités devront investir dans des infrastructures coûteuses, il est donc essentiel de bien hiérarchiser les priorités et de régler la question du financement. Aux dires d'experts et d'après mes propres recherches, les priorités sont les suivantes. D'abord, le drainage, afin que tout ne soit pas perdu par des inondations périodiques dues à des pluies torrentielles. Ensuite un réseau de rues non revêtues, simplement tracées, mais avec des trottoirs. Sur les trottoirs s'installeront en effet des petits commerces et ateliers. A ce stade, l'eau potable est puisée localement dans la nappe, mais pour qu'elle reste potable, il faut des toilettes améliorées, très simples et peu coûteuses, qui évitent les infiltrations de matières fécales. Les réseaux centralisés d'adduction d'eau et d'assainissement viendront beaucoup plus tard. L'électricité est, après les rues, le second réseau à mettre en place. D'elle dépendent beaucoup de « biens premiers » dont la télévision, le réfrigérateur, le téléphone portable et les cafés internet. Un réseau de transports publics par « *bus rapid transit* » (des bus sur voie propre) est, bien avant les trams et les métros, la solution de mobilité urbaine la plus écologique et la moins onéreuse, complétée par des minibus, taxis, vélos et la marche à pied. Quand leurs habitants commencent à s'élever au-dessus du niveau de survie et épargnent pour améliorer leur logement, il vaut mieux « consolider » les anciens « *slums* », même proches du centre-ville, que de les raser et d'envoyer les habitants dans des cubes de béton à des dizaines de kilomètres, sans transport en commun bon marché vers le centre-ville.

Comment financer tout cela ? C'est en théorie assez simple. La Banque Mondiale s'est bercée d'illusions pendant des années sur ce point, en préconisant des « partenariats publics-privés ». Il est désormais évident que les usagers les plus pauvres d'une ville africaine ne peuvent payer l'eau, l'électricité, les transports urbains à leur coût total, ce qu'impliquerait la privatisation du service. On ne peut demander aux pauvres d'une ville pauvre que des tarifs qui couvrent les simples coûts d'exploitation, les investissements de réseau et de production étant financés par la municipalité. Comment ? Il faut partir de ce que, en investissant dans les infrastructures de la ville pour y accueillir et la rendre accessible à de plus en plus de gens, la municipalité produit des biens publics qui font augmenter le prix des terrains et des bâtiments en centre-ville, au seul profit de leurs propriétaires. C'est pourquoi, dans les villes en croissance rapide, les prix fonciers et immobiliers s'envolent, la

spéculation est effrénée. La solution est donc de taxer ces rentes foncières qui augmentent continument, du simple fait du développement de la ville et de son équipement par la municipalité ou l'Etat. Evidemment sa mise en pratique est difficile, car les spéculateurs immobiliers corrompent aisément les municipalités.

Un développement inégal

L'Afrique émergera par pôles. En Afrique sub-saharienne, les candidats en compétition semblent être : le golfe de Guinée où, d'Abidjan à Lagos, émerge une mégapole qui comptera en 2050 autour de 120 millions d'habitants ; l'Afrique du sud ; à l'est, la région des grands lacs avec le Kenya et la Tanzanie ; enfin l'Ethiopie, que semble avoir ciblé le gouvernement chinois. En Afrique du nord, le Maroc et peut être l'Egypte ont amorcé leur émergence et pourraient jouer le rôle d'investisseurs moteurs en Afrique subsaharienne et de relais entre elle et le reste du monde, en particulier l'Europe. Le reste de l'Afrique, le Sahel et l'Afrique centrale enclavés, lieux de guerres civiles ou pays frappés par la malédiction de la rente minière et pétrolière, pourrait pendant ce temps s'enfoncer dans une longue crise engendrant d'immenses migrations internes.

C'est le défi politique principal. Plus généralement élites et peuples africains seront-ils construire les Etats nécessaires à l'émergence ? L'Afrique n'est pas la Chine, ni même l'Inde. Les Etats y sont et resteront sans doute moins « forts » qu'en Chine. Les sociétés civiles, appuyées sur la culture africaine de traitement de la diversité, sauront-elles y suppléer, comme assez largement en Inde ? Les principaux défis sont ici les migrations internes à l'Afrique et l'absolue nécessité d'une coopération régionale des Etats.